



Rana Plaza, 7 ans déjà

**En pleine épidémie COVID-19, des travailleur.euse.s de l'habillement
au Bangladesh fragilisés
Un système de protection sociale doit être développé sans attendre**

23 avril 2020

Il y a sept ans exactement, 1 138 ouvriers et ouvrières mourraient dans ce qui demeure le pire accident de l'histoire de l'industrie du textile. Aujourd'hui, nous nous souvenons des victimes de l'effondrement du Rana Plaza et de leurs familles. Alors que nous commémorons ce drame, survenu le 24 avril 2013, des ouvrier.e.s voient de nouveau leur vie menacée. La crise liée à la pandémie de COVID-19 balaie l'industrie du textile et met à mal les efforts de travailleur.euse.s du monde entier qui luttent pour une meilleure protection sociale, un salaire vital, la liberté de s'organiser en syndicats et la sécurité dans les usines. Point sur la situation, 7 ans après, en plein pandémie.

La pandémie de COVID-19 menace les avancées obtenues de haute lutte depuis le Rana Plaza

Alors que l'industrie du textile traverse une importante crise liée à une situation sanitaire sans précédent, avec une demande quasi-inexistante de vêtement et l'annulation ou le report de commandes par les grands donneurs d'ordres, et que des millions d'ouvrier.e.s et ouvrières risquent de se retrouver sans ressources, il est primordial que les avancées durement acquises au Bangladesh ne soient pas remises en question. Si les chaînes d'approvisionnement d'habillement reprennent leur fonctionnement après la pandémie, elles devront se fonder sur les leçons tirées tant de l'effondrement du Rana Plaza que de la crise actuelle. Elles doivent mener à la création d'une industrie plus sûre et plus juste, régie par des salaires décents, la liberté d'organisation et de négociation collective, et une protection sociale. **L'industrie ne peut reprendre son activité comme si rien ne s'était passé en 2020 ou en 2013, dans un retour au *business as usual* mortifère.**

Créé en mai 2013 en réaction directe à la catastrophe du Rana Plaza et grâce à la pression

citoyenne internationale, l'Accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh, premier accord contraignant, indépendant et transparent, liant multinationales syndicats et patronat, a fait beaucoup pour rendre les usines plus sûres pour plus de deux millions de travailleur.euse.s. L'Accord couvre plus de 1 600 usines, dans lesquelles 91% des problèmes de sécurité repérés dans le cadre des inspections réalisées ont été traités. Le site de l'Accord publie régulièrement [l'état des inspections et des rénovations réalisées](#).

En mai 2019, l'Accord a été marqué par un long différend juridique, sous la pression d'usines inspectées, questionnant son droit à maintenir sa présence au Bangladesh. Il s'est soldé en fin d'année par la décision de remplacer, sous un an, les opérations de l'Accord par une instance nationale, le Conseil national pour une industrie du prêt-à-porter durable (RSC).

Au Bangladesh et à l'international, des organisations de défense des droits humains au travail, comme le réseau Clean Clothes Campaign dont le Collectif Ethique sur l'étiquette est le membre français, ont averti à maintes reprises de la nécessité que l'Accord, dont l'indépendance et le caractère contraignant son garantis, achève son programme, qui a largement fait ses preuves, avant qu'un nouveau système ne soit mis en place. Le RSC ne pourra se révéler efficace que s'il s'aligne sur certains des éléments clefs de l'Accord, notamment sa force exécutoire et sa transparence, et sur un engagement des multinationales de l'habillement à assurer, par le biais de mesures commerciales par exemple, le financement de la rénovation des usines.

Sans un accord ayant force de contrainte, le RSC ne se distinguera guère des initiatives volontaires qui n'avaient pas permis d'éviter, voire conduit, à l'effondrement du Rana Plaza. En cette période de pandémie, les négociations sur ce protocole sont au point mort et l'Accord a dû suspendre ses opérations.

La crise actuelle doit être une incitation supplémentaire à créer un système de protection sociale conforme aux normes de l'OIT en matière de prestations maladie, d'allocations chômage et d'assurance santé. La mise en place de telles mesures nécessite un véritable engagement du gouvernement du Bangladesh, mais ne sera possible que s'il est prévu des dispositifs de partage des coûts au sein des chaînes de valeur.

Des commandes annulées et la fermeture d'usines menacent la survie des travailleur.euse.s

L'absence d'un système de sécurité sociale robuste et le déséquilibre de pouvoir au sein des chaînes de valeur de l'habillement ont été mis au jour de manière brutale par la pandémie de COVID-19. Après avoir connu un premier ralentissement de la production en raison de l'assèchement des matières premières provenant de Chine, l'industrie a été frappée par l'annulation des commandes des donneurs d'ordres internationaux. Des recherches menées par le Penn State Center for Global Workers' Rights indiquent qu'à fin mars 2020, près de 50 % des usines du Bangladesh avaient vu une majorité de leurs commandes annulées.

Face au tollé provoqué, certains donneurs d'ordres sont [revenus sur leur décision](#) et ont accepté d'honorer leurs commandes, pour certaines déjà en phase de production. Cependant, un grand nombre parmi les plus importants donneurs d'ordres au Bangladesh comme Gap, Walmart ou Tesco, s'obstinent à refuser de payer et de recevoir leur marchandise. Ce sont les travailleurs et les travailleuses qui, en bout de chaîne, pâtissent de ces comportements irresponsables et court-termistes, qui enfreignent dans de nombreux cas les clauses conclues dans leurs propres contrats.

Après l'annonce faite par le gouvernement du Bangladesh le 25 mars dernier d'un confinement jusqu'au 4 avril, de nombreuses usines d'habillement ont fermé et des dizaines de milliers d'ouvrier.e.s sont retournés dans leurs villages. À leur retour, nombre d'entre eux ont été informés qu'ils étaient congédiés pour une période prolongée ou que leur contrat de travail prenait fin. La plupart n'ont pas reçu leur salaire dû pour le mois de mars. Certaines usines ont depuis décidé de rouvrir malgré le confinement ordonné par le gouvernement, forçant les ouvrier.e.s à retourner au travail, sous peine d'être licenciés ou de ne pas toucher les salaires déjà gagnés. La fédération patronale de l'habillement (BGMEA) a en outre annoncé son intention de rouvrir toutes les usines dans les prochains jours. La santé des travailleur.euse.s ne doit pas être mise en danger par une réouverture prématurée des usines.

Il est temps que les patrons d'usines commencent à prendre leurs responsabilités en ce qui concerne les droits de leurs employés, en veillant à ce qu'ils touchent leurs salaires pendant la crise, en mettant fin aux réductions d'effectifs, en réintégrant à leur poste les personnes licenciées et, le cas échéant, une fois qu'un retour au travail en toute sécurité pourra être garanti, en assurant leur protection et le droit à un congé maladie.

Le gouvernement doit mettre en place un système garantissant les moyens de subsistance des travailleur.euse.s, y compris ceux qui ont été licenciés ou congédiés, et veiller à ce que les prestations soient versées de manière transparente et à ce que les patrons d'usines et les donneurs d'ordre internationaux prennent leurs responsabilités pour assurer la continuité de la rémunération des ouvrier.e.s.

Les marques et distributeurs se sont déchargés de toute responsabilité quant aux sort des travailleur.euse.s dans cette crise, et aux comportements irresponsables de leurs sous-traitants. Leur refus d'honorer leurs commandes et leurs tentatives de négocier des remises malgré le contexte ont mis de nombreuses usines dans une situation financière précaire, les conduisant à ne pas verser aux travailleur.euse.s leurs salaires du mois de mars et des mois à venir.

Manifestations contre les salaires de misère

Face à cette situation gravement précaire, des milliers d'ouvrier.e.s sont descendus dans la rue. Dès le 12 avril, ils ont organisé des *sit-in* et des manifestations pour exiger que leurs salaires soient versés et que les licenciements subits prennent fin. Les manifestations se sont poursuivies alors que des centaines d'usines ignoraient une directive gouvernementale prévoyant des sanctions pour les propriétaires d'usines qui ne payeraient pas leurs employés avant le 16 avril, et proposant des prêts aux usines en difficulté.

Les manifestations ouvrières sont devenues communes au Bangladesh. Malgré la nécessité largement acceptée depuis l'effondrement du Rana Plaza, de remédier aux violations systémiques des droits fondamentaux au travail dans l'industrie du textile, les profits exorbitants des marques et distributeurs demeurent fondés sur la pression sur le coût de la main d'œuvre, empêchant les tentatives des ouvrier.e.s de s'organiser contre ce système injuste d'aboutir.

En janvier 2019, une répression d'une ampleur exceptionnelle a été menée par le gouvernement et la fédération patronale, en réponse aux manifestations pacifiques des travailleur.euse.s dénonçant leurs salaires qui demeurent sous le seuil de pauvreté. Les usines ont licencié plus de 10 000 d'entre eux, en ont inscrit un grand nombre sur des « listes noires » et ont engagé des

poursuites judiciaires sur la base d'accusations fallacieuses contre des milliers d'entre eux. Aujourd'hui, plusieurs centaines sont toujours poursuivis dans le cadre d'une vingtaine d'affaires et restent passibles de peines de prison. Ces poursuites s'ajoutent aux trois autres affaires en cours contre des dirigeants syndicaux, engagées en raison de leur rôle dans l'organisation de manifestations en 2016. Lorsque les institutions publiques rouvriront, les travailleur.euse.s poursuivis devront de nouveau se présenter régulièrement au tribunal afin de respecter les mesures de leur libération sous caution, ce qui aggravera les risques auxquels ils font déjà face pendant cette pandémie.

La menace constante de l'emprisonnement aggrave la précarité des ouvrier.e.s pendant la crise actuelle. Par conséquent, il est essentiel que l'une des premières activités à l'ordre du jour des tribunaux soit l'abandon de ces charges iniques. Les multinationales de l'habillement, les patrons d'usines et les autorités doivent prendre immédiatement des mesures pour faire en sorte que l'ensemble de ces accusations soient abandonnées et à ce que la liberté d'association et de négociation collective des travailleur.euse.s, condition *sine qua non* de l'amélioration de leur conditions de travail et leurs salaires, soit garantie, conformément aux droits encadrés par les conventions de l'OIT.

Le Collectif Ethique sur l'étiquette rappelle que de catastrophes évitables en violations massives, de pratiques commerciales irresponsables en green ou socialwashing, c'est le modèle économique d'un secteur toujours fondé sur la minimisation des coûts de main d'œuvre qu'il faut démanteler. Il est grand temps d'élaborer un devoir de vigilance international : au travers d'une directive européenne ; au travers d'un traité onusien, en discussion depuis 2014, dont ni le contenu ne devra être édulcoré, ni l'ambition, réduite.

Notes complémentaires

- Notre rapport détaillé « [Rana Plaza, 5 ans après : l'heure du bilan](#) »
- [Nos demandes aux acteurs du secteur](#)
- 65 organisations européennes adoptent une [stratégie](#) pour un secteur de l'habillement responsable.
- Le Worker Rights Consortium publie sur son « [brandtracker](#) » la liste des entreprises qui se sont engagées à honorer leurs commandes et celles qui refusent.
- La Clean Clothes Campaign tient un [live-blog](#) sur lequel elle publie les informations sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les travailleur.euse.s.
- International Labor Rights Forum suit le [comportement des entreprises](#) dans le cadre la répression des protestations de 2018-2019.